

Bruxelles espère relancer les accords de libre-échange

Virginie Malingre

Après la ratification par les Etats membres du traité avec le Mercosur, les négociations avec l'Inde pourraient se conclure avant la fin du mois

BRUXELLES - bureau européen

Nous devons désormais conclure de toute urgence les négociations relatives à un accord de libre-échange entre l'Inde et l'Union européenne [UE] », a déclaré le chancelier Friedrich Merz, lundi 12 janvier, à l'occasion d'un déplacement en Inde, où il a rencontré le premier ministre Narendra Modi. Accompagné d'une délégation de dirigeants de 25 entreprises – des PME mais aussi des géants comme Siemens et Airbus, et des firmes du secteur de la défense –, le dirigeant allemand presse la Commission, qui, en matière commerciale, négocie au nom des Vingt-Sept, d'accélérer.

Après deux ans de récession en 2023 et 2024 et une stagnation de son activité en 2025, l'Allemagne cherche de nouveaux marchés et, de ce point de vue, l'Inde et son 1,4 milliard d'habitants représentent une magnifique opportunité. A Bruxelles, la Commission est sur le pont pour faire aboutir le dossier avant le déplacement de sa présidente, Ursula von der Leyen, et de son homologue du Conseil européen, Antonio Costa, en Inde, prévu le 26 janvier.

Les négociations entre Bruxelles et New Delhi, lancées en 2007 et suspendues entre 2013 et 2022, se sont intensifiées tout au long de 2025, mais elles n'ont pas pu aboutir, comme le souhaitait Ursula von der Leyen, avant la fin de l'année dernière. « *Dieu merci, l'agriculture n'est pas dans le champ des négociations* », précise une source à la Commission, où l'on sait à quel point le sujet est éruptif, notamment en France. Mais, « *les négociateurs indiens sont connus pour être durs* », confiait Maros Sefcovic, le 17 septembre, de retour d'Inde. Elles butent encore, aujourd'hui, sur quelques éléments, comme la taxe carbone aux frontières ou la hausse des droits de douane européens sur l'acier, qui ne sont pas du goût de l'Inde. Les liens entre New Delhi et Moscou, en revanche, ne semblent pas faire obstacle à l'avancée des discussions.

Il faut dire que, depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, en janvier 2025, et la mise en musique de son agenda protectionniste, les Européens cherchent activement à diversifier leurs partenariats. C'est même devenu l'une de leurs priorités et ils sont donc prêts, à certains égards, à être moins regardants. D'autant que la Chine est à l'offensive pour écouler ses produits partout dans le monde et qu'elle n'hésite pas, comme l'a montré sa décision, cet automne, de réduire les exportations de terres rares, à instrumentaliser les dépendances des Vingt-Sept.

Du mal à conclure

Près de la moitié des échanges de l'UE sont aujourd'hui régis par plus de 40 accords commerciaux. Mais ses parts de marché dans le commerce international reculent, notamment au profit de la Chine. Et, ces dernières années, l'Union avait du mal à conclure de nouveaux traités, alors que les négociations patinaient avec quatre pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay), l'Inde, l'Indonésie, la Thaïlande, les Philippines ou encore l'Australie. L'entrée en application provisoire, en 2017, de l'accord avec le Canada a, d'une certaine manière, marqué la fin des grandes ambitions de l'UE, tant le CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement) a été décrié.

Mais, aujourd'hui, les bénéfices qu'en tire l'UE, y compris d'un point de vue agricole, sont avérés et la Commission veut croire qu'une nouvelle phase s'est ouverte, dont l'accord avec le Mercosur, conclu en décembre 2024 et ratifié par les Etats membres le 9 janvier, malgré l'opposition de la France, serait la meilleure preuve. Samedi 17 janvier, Ursula von der Leyen doit se rendre au Paraguay pour y signer le traité de libre-échange, plus de vingt-six ans après le début des négociations. Manque encore la validation par le Parlement européen, qui devrait se prononcer au printemps.

Autre succès, le 23 septembre 2025, le commissaire européen au commerce, Maros Sefcovic, s'affichait, tout sourire et avec un long collier de fleurs jaunes, sur l'île de Bali, où il venait de conclure les négociations entre l'UE et Djakarta, ouvrant aux entreprises européennes le quatrième pays le plus peuplé de la planète et leur offrant un accès privilégié au nickel indonésien. Impensable il y a encore quelques années, aux grandes heures du pacte vert européen, le texte, s'il est ratifié par le Parlement européen et les Etats membres, permettra à l'Indonésie d'exporter vers l'Europe, sans droits de douane, une certaine quantité d'huile de palme, considérée comme un facteur de déforestation.

Dossier australien

Désormais, « *nous travaillons d'arrache-pied* » pour conclure avec l'Inde, confiait à quelques journalistes, samedi 10 janvier, Ursula von der Leyen, qui souhaite aussi que les négociations en cours avec le Mexique, l'Australie et les Emirats arabes unis avancent. La Commission discute aussi avec les Philippines, la Malaisie ou encore la Thaïlande.

Mais, outre l'Inde, c'est sans doute le dossier australien qui pourrait avancer le plus vite. Le 4 juin 2025, Maros Sefcovic avait annoncé la réouverture des négociations avec l'Australie, après qu'elles avaient été interrompues brutalement en octobre 2023. A l'époque, un accord semblait à portée de main, mais Canberra avait claqué la porte, jugeant les propositions européennes insuffisantes sur le plan agricole, notamment les quotas d'importation de bœuf. « *En réalité, il n'y avait plus grand-chose à négocier. Maintenant, ça peut aller très vite* », confie un haut fonctionnaire européen.